



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250321-2103202520bis-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2025

Publication : 07/04/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Centre Communal d'Action Sociale de Rouen

Rapport d'activité 2024

Service Des Aînés
Service Aide Sociale Légale

Rédigé par Sarah LAMOUREUX

Sommaire



Introduction	1
I – L'ORGANISATION DU SERVICE AIDE SOCIALE	2
II – L'ACTIVITE DU SERVICE AIDE SOCIALE LEGALE EN 2024.....	2
1- Bilan statistique de l'activité menée par le service en 2024.....	2
2- L'aide-ménagère	3
3- L'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP)	4
4- L'Allocation Solidarité Personnes Agées (ASPA)	4
5- L'Aide Sociale à l'Hébergement (ASH).....	5
➤ Dans le cadre du financement des frais de séjour en établissement	6
➤ Dans le cadre de l'aide au financement du loyer en Résidence Autonomie	7
➤ Dans le cadre des admissions en famille d'accueil	7
6- L'obligation alimentaire	8
III – RETOUR SUR L'ANNEE 2024 ET PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2025	9

Introduction



L'Aide Sociale Légale (ASL) est un dispositif à destination des plus vulnérables : personnes âgées, personnes handicapées, personnes en situation de précarité. De par la loi, la mise en place de l'aide sociale légale est une mission obligatoire des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS).

Les prestations d'ASL sont des aides versées en nature ou en espèces destinées à compenser certains déséquilibres financiers dus à la maladie, à la vieillesse ou aux handicaps des personnes qui ne peuvent être aidées par d'autres moyens.

Les conditions d'attribution d'une prestation d'ASL résultent de dispositions législatives. Chaque département est chargé de mettre en application sur son territoire l'aide sociale conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur (article L264-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles). Il établit de façon indépendante un règlement qui définit les modalités de versement de l'ensemble des dispositifs d'aide sociale légale, dites obligatoires sur son territoire.

Le CCAS est chargé de constituer le dossier de demande d'aide sociale légale et de le transmettre au représentant du Président du Conseil Départemental pour instruction et décision.

Au sein du Service des Aînés (SDA), en lien avec le Département de Seine-Maritime, le service de l'Aide Sociale Légale gère :

- Les demandes de prise en charge des frais d'aide-ménagère ;
- Les demandes de prise en charge des frais liés au séjour en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), en Résidence Autonomie ou en famille d'accueil et dans ce cadre, les dossiers d'obligation alimentaire ;
- Les dossiers de renouvellement d'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP).

En lien avec la Mutualité Sociale Agricole (MSA), le service ASL gère également :

- Les demandes d'Allocation de Solidarité pour Personnes Agées (ASPA) pour les personnes n'ayant jamais cotisé en France ;

Après une présentation de l'équipe et un état des lieux de l'activité du service pour l'année 2024, les objectifs 2025 seront exposés.

I – L'ORGANISATION DU SERVICE AIDE SOCIALE



Depuis septembre 2021, le Service des Aînés est organisé en trois pôles : le pôle hébergement, le pôle accompagnement et le pôle veille sociale et lutte contre l'isolement.

Le service de l'aide sociale légale fait partie du pôle accompagnement avec les services du CLIC des Aînés, du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) et de l'Equipe Spécialisée Alzheimer (ESA) du CCAS.

Suite au départ d'Emmanuelle COURTILLE en mars 2024, le service a accueilli une nouvelle intervenante sociale.

Depuis le 19 août 2024, l'équipe de l'aide sociale légale est composée comme suit :

RESPONSABLE ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET ACCES AUX DROITS	Sarah LAMOUREUX
INTERVENANTE SOCIALE	Néréa MAHROUCHI
INTERVENANTE SOCIALE	Magali LORIVEL

II – L'ACTIVITE DU SERVICE AIDE SOCIALE LEGALE EN 2024

En 2024, le service de l'aide sociale légale a pu accomplir l'ensemble de ses missions tout en poursuivant le développement de son réseau partenarial et en menant des actions d'information auprès du public.

1- Bilan statistique de l'activité menée par le service en 2024

En 2024, le service ASL a traité **365** dossiers par courrier, mail, téléphone ou directement en lien avec la personne concernée.

- Type d'entretiens réalisés

Dans le cadre des dossiers traités, **150** personnes ont été reçues dont **63** sans rendez-vous soit **56%** (137 dossiers en 2023 dont 45.99% sans rendez-vous). Afin de faciliter l'accessibilité au service, les intervenantes sociales ont également effectué **6** visites à domicile sur l'ensemble de l'année.



- Profil des bénéficiaires

Parmi les bénéficiaires accompagnés dans le cadre des différents dispositifs d'Aide Sociale Légale on peut noter une répartition par âge comme telle :

Age des bénéficiaires	% au vu du nombre de dossiers suivis
Moins de 60 ans	27.27%
60/75 ans	64.29%
76/89 ans	7.79%
90 ans et plus	0.65%

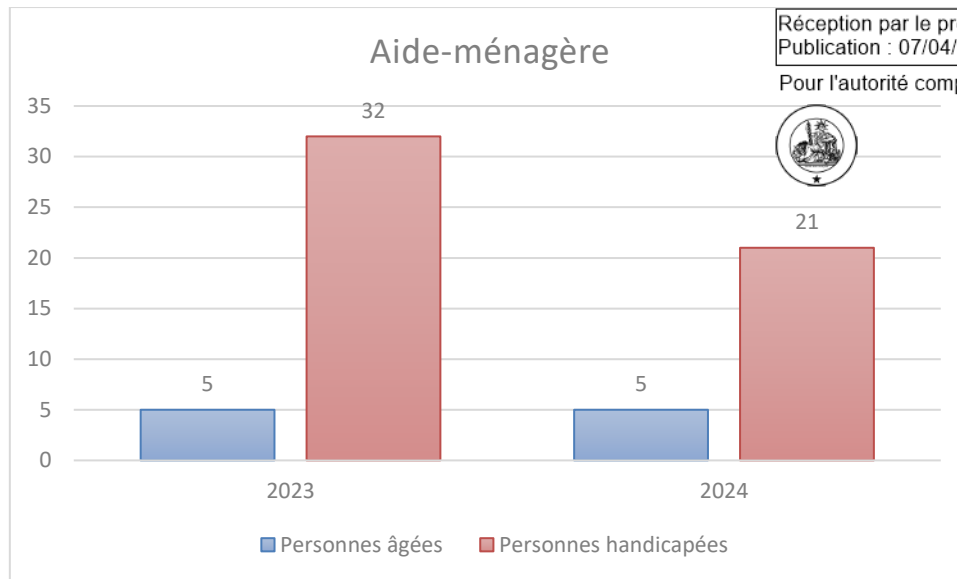
Il est à noter un public plus jeune que l'ensemble des personnes âgées accompagnées au sein du Service des Aînés. Cette tendance s'explique par la proportion de personnes de moins de 60 ans en situation de handicap bénéficiaires du dispositif d'aide-ménagère ou résidant en établissement spécialisé et du public en situation de précarité, bénéficiaire de l'ASPA dès 65 ans (ou de 60 ans si reconnaissance d'incapacité au travail.).

En 2024, le service ASL a participé et/ou animé **14** réunions (réunions d'équipes et rencontres partenariales).

2- L'aide-ménagère

L'aide sociale légale à l'aide-ménagère est une prestation versée par le Département de Seine-Maritime à destination des personnes âgées ou handicapées bénéficiant de faibles revenus. Elle permet de prendre en charge une partie des frais liés à une prestation d'aide à domicile en laissant au bénéficiaire un reste à charge de 0.99€ par heure. La prestation d'aide-ménagère permet le financement d'interventions professionnelles pour effectuer les tâches suivantes : entretien du logement, du linge et préparation des repas. Cette aide est destinée aux personnes âgées de plus de 65 ans ou de 60 ans en cas d'incapacité au travail ne relevant pas de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ou aux personnes handicapées de moins de 60 ans. Elle est versée directement au service d'aide à domicile conventionné et habilité à l'aide sociale en tenant compte des conditions d'âge, de ressources, de dépendance et de la composition familiale. Sur la commune de Rouen, deux services d'aide à domicile sont conventionnés à l'aide sociale (UNA et AVEC). Les dossiers sont à renouveler pour le bénéficiaire tous les 2 ans. L'aide sociale à l'aide-ménagère est récupérable sur la part de l'actif net successoral supérieure à 46 000€.

Sur l'année 2024, **26** dossiers d'aide-ménagère ont été traités dont **5** dossiers concernant des personnes âgées et **21** dossiers en faveur de personnes handicapées. En 2023, 37 dossiers avaient été traités.



3- L'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP)

L'Allocation Compensatrice Tierce Personne est une aide financière destinée aux personnes en situation de handicap afin de compenser les surcoûts liés à l'aide d'une tierce personne.

Cette aide disparaît progressivement au profit de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH). Cependant, les personnes bénéficiant antérieurement de ce dispositif peuvent renouveler leur droit si les conditions d'attribution le permettent toujours (âge, résidence, régularité de séjour, ressources et besoins de la personne).

En 2024, le service de l'ASL a renouvelé 4 dossiers de droits à l'ACTP.

4- L'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA)

L'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA) est une prestation qui s'adresse aux personnes âgées disposant de ressources inférieures à 12411,44€ par an soit 1034,28 € par mois pour une personne seule et 19268,80 € par an pour un couple soit 1605,73€ par mois (montant revalorisé au 01^{er} janvier 2025).

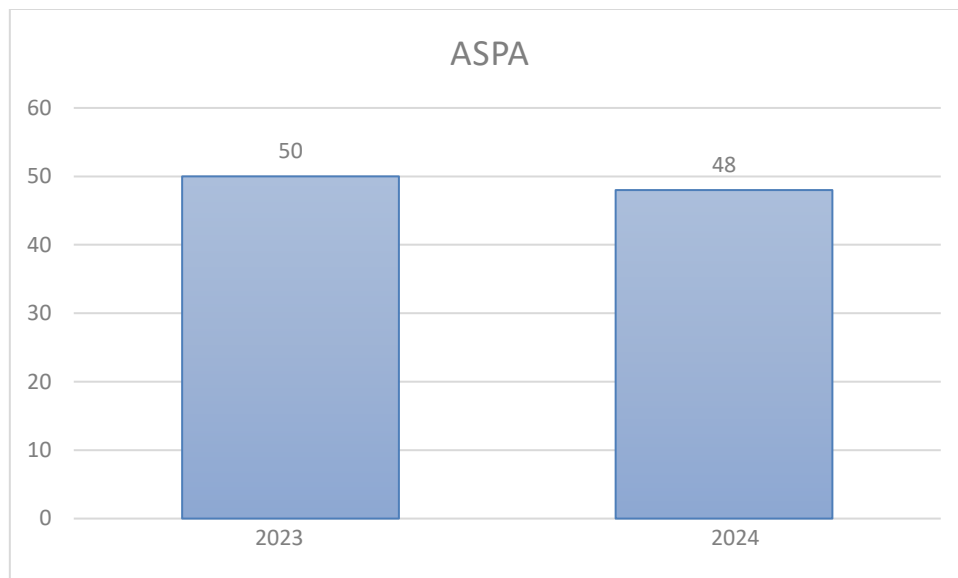
Elle est versée par la caisse de retraite principale pour les personnes ayant cotisé auprès de cette caisse de retraite au cours de leur vie ou par la Mutualité Sociale Agricole (MSA) pour les personnes n'ayant jamais exercé d'activité professionnelle. Pour percevoir l'ASPA, des critères complémentaires sont retenus comme l'âge (65 ans ou 62 ans en cas d'incapacité au travail), la composition familiale, le patrimoine, la résidence et la régularité de séjour. Une partie de la somme totale versée au titre de l'ASPA est récupérable sur la succession de l'allocataire sur la fraction de l'actif net supérieur à 107 616 € en métropole et 150 000 € pour les DOMS révisée au 1^{er} janvier 2025 (A compter du 1^{er} janvier de chaque année et en fonction

de l'inflation, le montant du seuil de recouvrement sur la succession sera revalorisé).

Le service ASL du CCAS accompagne les personnes n'ayant jamais exercé d'activité professionnelle en France dans la constitution des dossiers d'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées. Ces demandes sont par la suite transmises au service instructeur compétent, le SASPA, géré par la MSA.

Les personnes accueillies au sein du service d'aide sociale dans le cadre de l'ASPA sont le plus souvent des personnes en fin de droit RSA ou bénéficiaire de l'Allocation Adulte Handicapée.

En 2024, il y a eu **48** dossiers traités contre **50** en 2023.



Afin de poursuivre l'interconnaissance de ce dispositif auprès des partenaires sociaux et médico-sociaux du territoire, une fiche « mémo » retraçant la procédure d'attribution de l'ASPA a été créée en 2023 au sein du service et largement diffusée (cf. annexe 1). Elle est réactualisée chaque année.

5- L'Aide Sociale à l'Hébergement (ASH)

L'Aide Sociale à l'Hébergement (ASH) permet de prendre en charge une partie des frais liés à l'hébergement d'une personne âgée résidant en établissement (EHPAD ou Résidence Autonomie) ou chez un accueillant familial. Elle est versée par le Département.

Pour demander l'ASH, il faut remplir les conditions suivantes :

- Avoir plus de 65 ans (ou plus de 60 ans si l'on est reconnu inapte au travail) ;
- Vivre en France de façon stable et régulière, c'est-à-dire de manière ininterrompue depuis plus de 3 mois ;
- Répondre à des critères de ressources (ressources de la personne concernée, de son conjoint et de ses enfants) ;

- Résider dans un établissement (résidence autonomie, EHPAD) ou au sein d'une famille d'accueil habilitée par le Département.

L'attribution de l'ASH dépend de la capacité financière de l'intéressé, son conjoint et de ses enfants à participer aux frais d'hébergement. Dans le cadre de l'attribution de l'ASH, le Département perçoit l'ensemble des pensions de retraite du bénéficiaire pour le financement des frais d'hébergement. Une somme correspondant à 10% des retraites est ensuite reversée à l'intéressé pour les besoins de première nécessité. Après règlement de la participation des enfants dans le cadre de l'obligation alimentaire, la somme restant due auprès du lieu d'hébergement est versée à l'établissement par le Département.

L'ASH est récupérable dès le 1^{er} euro versé. Elle doit être renouvelée tous les 5 ans.

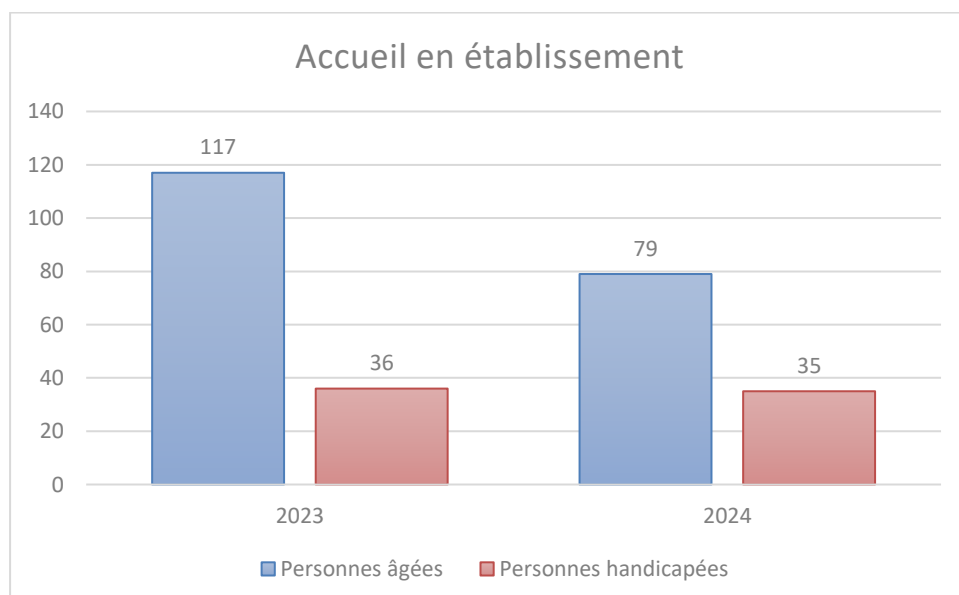
Depuis janvier 2022, les demandes d'ASH doivent être initiées par le demandeur, son représentant légal ou la structure d'hébergement avant de les transmettre au Département. Par la suite, la demande est transmise au CCAS du domicile de secours du demandeur pour signature et constitution des enquêtes des obligés alimentaires.

Sur le territoire rouennais, le service ASL est donc désormais chargé de réceptionner, vérifier, et faire signer par l'autorité compétente les dossiers complétés avant de les retransmettre au Département.

En 2024, **126** dossiers d'Aide Sociale à l'Hébergement ont été traités par le service (**164** en 2023).

➤ Dans le cadre du financement des frais de séjour en établissement

En 2024, **114** dossiers d'Aide Sociale à l'Hébergement dans le cadre d'une entrée en EHPAD ou en établissement pour personnes handicapées ont été traités. Parmi ces demandes, **79** ont été effectuées en faveur de personnes âgées et **35** de personnes handicapées.



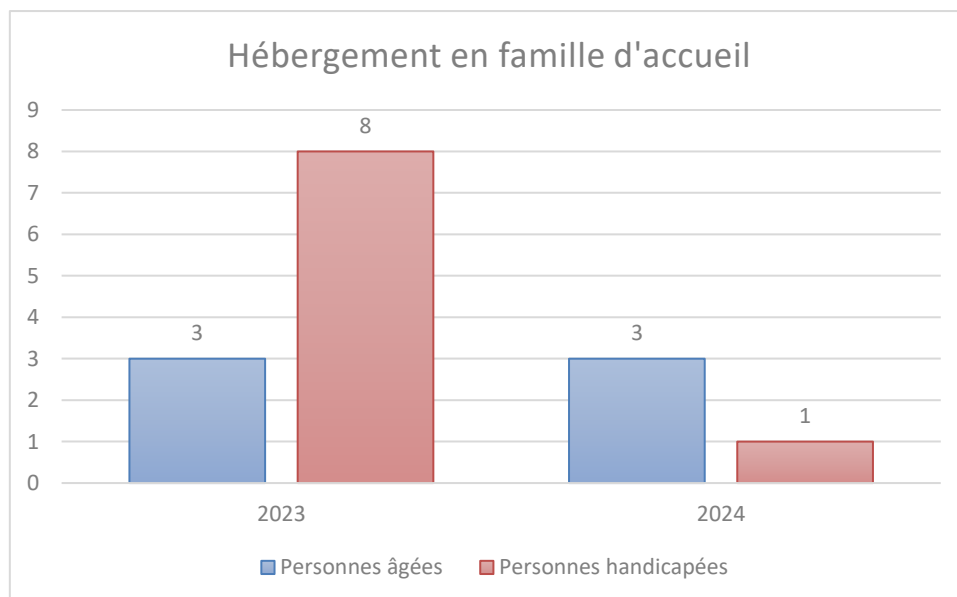


➤ **Dans le cadre de l'aide au financement du loyer en Résidence Autonomie**

En 2024, le service ASL a instruit **8** dossiers dans le cadre de l'aide au financement du loyer en Résidence Autonomie, contre **6** en 2023.

➤ **Dans le cadre des admissions en famille d'accueil**

Les personnes âgées ou handicapées peuvent être accueillies chez des particuliers bénéficiant d'un agrément accordé par le Président du Conseil Départemental. Cette prestation fait également l'objet d'une procédure de récupération sur succession dès le 1^{er} euro. C'est une démarche moins privilégiée que l'accueil en EHPAD notamment concernant le public des personnes âgées. Le service a instruit **4** dossiers d'hébergement en famille d'accueil en 2024 (3 dossiers personnes âgées, 1 dossier personne handicapée).



6- L'obligation alimentaire

Dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Hébergement, le Département de Seine-Maritime sollicite la participation financière des descendants directs pour le financement des frais d'hébergement de leur parent. Cette aide est réglementée par le Code Civil.

En Seine Maritime, sont tenus à l'obligation alimentaire :

- Les enfants,
- Les gendres et belles-filles envers leurs beaux-parents (l'obligation alimentaire prend fin en cas de divorce ou de décès du conjoint).

Chaque département a son propre règlement d'aide sociale légale.

Un enfant peut demander à être dispensé de cette aide auprès du Juge aux Affaires Familiales (JAF) si le parent a lui-même manqué à son obligation.

La loi Bien Vieillir du 8 avril 2024 modifie le cadre de l'obligation alimentaire. Ainsi, elle ne s'applique plus pour :



- Les enfants qui ont été retirés de leur milieu familial avant leurs 18 ans et pendant une période d'au moins 36 mois cumulés ;
- Les enfants d'un parent condamné comme auteur, co-auteur ou complice de crime sur l'autre parent ;
- Les enfants d'un parent condamné comme auteur, co-auteur ou complice d'agression sexuelle sur l'autre parent ;
- Les petits-enfants dans le cadre d'une demande d'aide sociale à l'hébergement (ASH) pour l'un des grands-parents.

Le service ASL du CCAS est chargé d'instruire les dossiers des obligés alimentaires rouennais. Dans le cadre du traitement des dossiers d'ASH, il est également amené à transmettre les demandes d'obligation alimentaire des obligés non rouennais au CCAS de leur commune de résidence.

De ce fait, les dossiers d'obligation alimentaire sont répartis de la façon suivante :

- Dossiers d'obligation alimentaire « rouennais » : le CCAS de Rouen est chargé de constituer les demandes des obligés alimentaires résidant sur Rouen quel que soit le lieu du domicile de secours de la personne âgée.
- Dossiers d'obligation alimentaire « non-rouennais » : dans le cadre de l'instruction des dossiers d'ASH, le CCAS de Rouen est régulièrement amené à réorienter les demandes d'obligation alimentaire des enfants résidant sur une autre commune. La transmission de ce type de dossier et la réorientation des obligés alimentaires concernés nécessite un important travail de suivi (transmission par courrier, suivi des demandes d'obligation alimentaire en lien avec le dossier d'ASH...).

Sur l'année 2024, **161** dossiers d'obligation alimentaire ont été enregistrés contre 158 en 2023.

La répartition est la suivante :

- **77** dossiers d'obligation alimentaire rouennais (63 en 2023) ;
- **84** dossiers d'obligation alimentaire non-rouennais (95 en 2023).

III – RETOUR SUR L'ANNEE 2024 ET PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2025

Le service de l'ASL fait partie du pôle accompagnement du Service des Aînés.



En 2024, le service de l'ASL a poursuivi le développement des liens partenariaux.

L'ASL poursuit également le développement des liens partenariaux avec les professionnels de l'action sociale intervenant au sein du territoire (Services d'Aides à Domicile, Résidences autonomie, CLIC des aînés, mandataires judiciaires...).

L'équipe de l'ASL s'est également largement investie dans l'organisation de la Semaine Bleue qui s'est déroulée du 30 septembre au 6 octobre 2024 sur la thématique « bouger ensemble pour entretenir la flamme ».

L'intervenante sociale en charge du SASPA et de l'Aide-Ménagère s'est également impliquée dans de nombreuses actions écoresponsables en lien avec la Direction des Transitions ainsi que dans l'organisation d'une journée inter-services organisée en partenariat avec la Direction de la Culture et de la Vie Associative le 30 septembre 2024.

En 2025, le service de l'Aide Sociale Légale entend poursuivre et développer l'ensemble de ces actions :

- Poursuite des visites à domicile afin de faciliter l'accès aux droits du public rencontrant des difficultés de déplacement ;
- Poursuite des réunions d'information en partenariat avec le CLIC notamment au sein des clubs et des comités de quartier ;
- Poursuite du travail engagé au sein du SDA dans le cadre de la transition écologique, le maintien d'un climat social serein et les divers projets transversaux mis en place au sein du service.

- Annexe 1 -



**Mémo sur le dispositif
d'Allocation Solidarité aux
Personnes Agées (ASPA)**

Dispositif attribué aux personnes qui ne relèvent d'aucun régime de base obligatoire d'assurance vieillesse français.

L'Allocation Solidarité aux Personnes Agées ASPA et le SASPA sont une seule et même allocation. Seule différence, l'ASPA ne peut être servie qu'en complément d'un avantage de vieillesse alors que le SASPA est versé aux personnes âgées qui ne perçoivent aucune pension française et ne sont affiliées à aucun régime de base obligatoire.

L'ensemble des demandes SASPA est instruit par la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

Conditions d'attribution :

-Age minimum : 65 ans ou 62 ans si inaptitude au travail, incapacité permanente au moins égale à un taux de 50 %, bénéficiaire Allocation Adulte Handicapée (AAH), anciens combattants, anciens déportés, internés ou prisonniers de guerre.

Les ressortissants d'un état membre de l'Union Européenne (UE), de l'Espace Economique Européen (EEE) ou de la Suisse doivent résider depuis au moins 3 mois en France avant de déposer leur demande.

Les ressortissants d'un autre état doivent être titulaires d'au moins 10 ans (autorisant à travailler) d'un titre de séjour (sauf conventions internationales signées avec la France).

Attention : le titre de séjour avec la mention «visiteur» n'est pas accepté.

-Etre en situation régulière et résider en France au moins 9 mois dans l'année.

-Conditions de ressources (hors prestations sociales) revues tous les ans.

-Les ressources sont évaluées sur les 3 derniers mois précédant la demande ou sur la

moyenne des 12 derniers mois si elle est plus favorable.



Procédure :

-Demande à établir auprès du service Aide Sociale Légale du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Rouen.

La demande est ensuite transmise à la MSA Lorraine.

Au décès du bénéficiaire :

Les sommes versées sont en partie récupérables par l'Etat sur la succession, si l'actif net de celle-ci dépasse 107 616 € (Révisable chaque année).

Les pièces complémentaires à fournir :

- Les 3 derniers relevés de compte bancaires de l'ensemble du foyer ;
- Justificatif de domicile (moins de 3 mois) ;
- Les 3 derniers avis de paiement CAF ;
- Le ou les avis d'imposition sur les revenus du foyer ;
- Livret de famille ou actes de naissance des enfants ;
- Carte d'identité, passeport, acte de naissance ou titre de séjour (obligatoire pour les étrangers) ;
- RIB au nom du demandeur.

Si la demande est accordée :

En règle générale, elle est versée à partir du 1^{er} jour du mois suivant la réception de la demande. Le paiement est à terme échu.

Contact :

Madame Magali LORIVEL

Courriel : Magali.LORIVEL@rouen.fr

Tél. : 02 32 18 59 40

**Maison des Aînés
24 rue des Arsins
76000 Rouen.**